

## Répression sanglante dans l'Amazonie péruvienne

08-06-2009

[&hellip;] Urgent : rassemblements devant toutes les ambassades du Pérou, en conformité avec les accords de la quatrième rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'&rsquo;Abya Yala Le gouvernement apriste d'&rsquo;Alan García Pérez a déclenché ce matin une répression sanglante dans l'&rsquo;Amazonie péruvienne.

[&hellip;] Une fois de plus, on cherche à imposer la mort sur la vie, le massacre sur le dialogue. C'&rsquo;est la réponse dictatoriale après 56 jours de lutte pacifique des autochtones et des pseudo dialogues et négociations, qui se termine par les balles de toujours, les mêmes depuis plus de 500 années d'&rsquo;oppression.

Aujourd'&rsquo;hui plus que jamais, il est urgent de mettre en oeuvre les accords de la quatrième rencontre continentale des peuples et nationalités indigènes de l'&rsquo;Abya Yala (qui s'&rsquo;est déroulé à Puno, au Pérou, du 27 au 31 mai) et de rendre effective notre solidarité avec les peuples de l'&rsquo;Amazonie péruvienne, par des rassemblement devant les ambassades du Pérou, dans chaque pays, chaque jour, jusqu'&rsquo;à ce que s'&rsquo;arrête le bain de sang et que soient abrogés les décrets-lois du TLC avec les États-Unis. Et poursuivre en justice Alan García Pérez et de son gouvernement, pour sa soumission et la répression qu'&rsquo;il a déclenché : il a une dette d'&rsquo;au moins dix morts.

Cela s'&rsquo;est produit quelques heures après que le Congrès de la République, dans un acte de pure provocation, a décidé de reporter une fois de plus l'&rsquo;examen de l'&rsquo;abrogation des décrets-lois pro-TLC qui facilitent l'&rsquo;invasion des territoires indigènes, pendant que l'&rsquo;exécutif envoyait en grand nombre de nouveaux contingents de la police en Amazonie. Nous appelons les organisations autochtones, les mouvements sociaux et les organisations des droits humains dans le monde entier à prendre des mesures concrètes : envois de lettres au gouvernement péruvien, au Rapporteur spécial de l'&rsquo;Organisation des Nations Unies pour les peuples autochtones, à Amnesty International, à Survival International, au Prix Nobel de la Paix, à la Commission interaméricaine des droits de l'&rsquo;homme, à l'&rsquo;Organisation internationale du travail (convention OIT 169), pour qu'&rsquo;ils envoient immédiatement des missions au Pérou, afin de mettre fin à cette violence et que soit respecté les droits des autochtones. Les Nations unies doivent agir fermement, en se joignant à la demande soulevée par la présidente de l'&rsquo;Instance permanente sur les questions autochtones, Victoria Tauli, de lever l'&rsquo;état d'&rsquo;urgence, de ne pas utiliser la répression et de respecter les règles internationales garantissant l'&rsquo;exercice des droits des autochtones. Aujourd'&rsquo;hui, à Lima, toutes les organisations du mouvement social péruvien, réunis dans le Front Communautaire pour la Vie et la Souveraineté seront mobilisées à 17 h à la Plaza Francia, pour demander la fin de la répression et l'&rsquo;abrogation des décrets-lois qui affectent les droits à la terre des peuples autochtones des Andes et l'&rsquo;Amazonie et la souveraineté nationale. Assez de répression ! Abrogation immédiate des décrets-lois anti-autochtones du TLC ! Lima, le 05 juin 2009 Coordination générale CAOI Mise à jour, 5 juin, 23 heures ici (16 h au Pérou) Il se confirme que les indigènes qui bloquaient cette route depuis une dizaine de jours ont été attaqués par officiellement 639 policiers mais aussi au moyen d'&rsquo;hélicoptères d'&rsquo;où ont visés les manifestants avec des armes à feu et d'&rsquo;où auraient été lancées des grenades. Un des policiers décédé était d'&rsquo;ailleurs membre de l'&rsquo;équipage d'&rsquo;un hélicoptère qui aurait été visé par des hommes armés depuis le sol.

L'&rsquo;offensive de l'&rsquo;Etat Le ministère de la justice a annoncé que les responsables des affrontements seront poursuivis. &ldquo;Ce ne sont pas des actes de protestation mais de destruction, parce qu'&rsquo;il y a eu des morts et parmi eux des policiers et des civils innocents&rdquo; a affirmé Erasmo Reyna, vice-ministre de la justice. Les amérindiens morts ne sont-ils pas &ldquo;innocents&rdquo;. Pendant ce temps, le président Alan Garcia a rendu responsable de la tuerie Alberto Pizango, président de l'&rsquo;Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSEF) en déclarant qu'&rsquo;il était un délinquant. Les membres du gouvernement et du parti présidentiel ne sont pas en reste et font monter les enchères. Le ministre du travail, Jorge Villasante, accuse Alberto Pizango d'&rsquo;être responsable, à cause de son &ldquo;intransigeance&rdquo;, de ce qui s'&rsquo;est passé.

Pour le député apriste Mauricio Mulder, &ldquo;tirer sur des policiers c'&rsquo;est ce que font les terroristes&rdquo;. &ldquo;Ici ce qu'&rsquo;il y a c'&rsquo;est une politocaille radicaloïde fomentée par des groupes partisans de la violence et ce que l'&rsquo;on voit c'&rsquo;est qu'&rsquo;ils sont liés au terrorisme&rdquo;. La conséquence selon lui est que les dirigeants indigènes ont perdu toute représentativité, qu'&rsquo;ils se sont transformés en &ldquo;assassins&rdquo; de policiers et doivent être traités comme tel. Etat d'&rsquo;urgence, déploiement de l'&rsquo;armée, couvre-feu De son côté, la ministre de l'&rsquo;Intérieur Mercedes Cabanillasa a confirmé la mort de 9 policiers. Elle a elle aussi accusé Alberto Pizango d'&rsquo;être le principal responsable de la tuerie. Mais qu'&rsquo;il y a eu aussi, selon elle, infiltration des indigènes par le Sentier Lumineux. Elle a aussi dénoncé que des armes de la police (8 fusils AKM, avec leurs munitions) ont été volées au cours des affrontements. Elle déclare avoir demandé l'&rsquo;instauration de l'&rsquo;état d'&rsquo;urgence avec prise de contrôle de la zone par les forces armées et l'&rsquo;instauration du couvre feu. Alberto Pizango menacé Alberto Pizango, qui a accusé le président Alan Garcia d'&rsquo;avoir &ldquo;ordonné le génocide&rdquo; est menacé de poursuites pour &ldquo;insurrection&rdquo; et &ldquo;rébellion&rdquo; par les membres du gouvernement. Il serait en train de réfléchir à une demande d'&rsquo;asile politique à l'&rsquo;étranger car un mandat d'&rsquo;arrêt aurait été lancé contre lui. Cette offensive répressive du gouvernement est une réponse à l'&rsquo;appel lancé la veille, le 4 juin dernier, par Alberto Pizango de faire du 11 juin une journée de mobilisation générale des populations autochtones pour protester contre le report de la discussion prévue au Parlement au sujet de l'&rsquo;abrogation de le décret-loi 1090 facilitant et encourageant les entreprises étrangères à investir dans les zones habitées par les autochtones (pétrole, mines, exploitations forestières&hellip;)° Bilan encore provisoire D'&rsquo;après un représentant de l'&rsquo;Eglise locale, Edgar Calle, qui a assisté aux événements depuis une colline proche, a déclaré qu'&rsquo;au moins 35 indigènes ont été arrêtés. Ils sont maintenu face contre terre sur la route. Les forces de police empêchent les religieux de s'&rsquo;approcher et de donner de l'&rsquo;eau aux détenus. Pour ce qui est des personnes décédées, le bilan provisoire s'&rsquo;établirait à 25 amérindiens, 9 policiers et

2 journalistes. Blessés : 7 policiers selon la ministre de l'Intérieur, plusieurs dizaines chez les habitants. Pour le seul hôpital de Bagua Grande, il y a 34 blessés par balles, 3 étant en salle d'opération. Par ailleurs, sur les lieux des affrontements, de nombreux cadavres jonchent le sol et les policiers empêchent les habitants de les emmener. Solidarité avec les peuples autochtones ! Appel de la Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI) Mise à jour : 2 h 30 du matin ici, 19 h 30 au Pérou Quatre nouvelles victimes lors d'une opération policière Utcubamba, Amazonas, 05/06/2006 (CNR) Quatre morts et plusieurs enfants blessés, tel serait le résultat d'une nouvelle opération policière réalisée il y a quelques instants dans la ville de Bagua, lorsqu'un groupe d'habitants s'est déplacée vers la Plaza de Armas à la recherche d'assistance médicale. Selon des informations de radio La Voz, la police a tiré depuis un hélicoptère quand elle a vu un rassemblement de personnes sur la place. Résultat : quatre morts et plusieurs blessés dont des mineurs. Les blessés ont été transportés à l'hôpital du Bon Samaritain car l'autre hôpital est saturé Par ailleurs, le signal de radio La Voz a été interrompu, à la suite des interventions des députés officialistes Aurelio Pastor et Mauricio Mulder qui ont accusé cette station d'encourager la population à commettre des actes de violence. Carlos Flores - Radio La Voz 38 policiers pris en otage par la foule Pendant ce temps, après Peru.com, plus de deux mille habitants ont pris en otage 38 agents de police et un ingénieur à la station n°6 de la société pétrolière Petroperú, province de Bagua, exigeant le retrait du contingent envoyé à Bagua faute de quoi ils les exécuteront. Apparemment, une foule est introduite dans le local de l'entreprise pétrolière située dans le district de Imaza et a emmené les policiers vers une colline proche. Parmi les otages se trouve, en plus de l'ingénieur, un commandant de la police. Nous voulons négocier avec les autorités. 50 jours de grève, ils n'en tiennent pas compte et ils ont abattu nos frères awarunas ; a déclaré Carlos Huamán dans un appel radio. Huamán a sommé la ministre de l'Intérieur Mercedes Cabanillas de donner l'ordre de retirer les forces envoyées dans la province Amazonas. Nous lui recommandons de retirer les forces armées et ainsi nous pourrions dialoguer. La ministre de l'Intérieur a confirmé l'information en disant que les preneurs d'otages étaient environ un millier. Bilan de la répression du matin Toujours pas de chiffres précis. Le nombre de blessés par balles dépasserait la centaine. Une infirmière de l'hôpital de Bagua Chica a déclaré à Canal N qu'ils avaient 40 blessés, tous par balle, des balles au corps, à la tête, à l'abdomen, parce qu'ils (les policiers) ont voulu tuer nos frères. Elle a profité de l'interview pour demander de l'aide car l'hôpital est dans un chaos total, sans lits, avec les blessés à même le sol. Elle accuse l'armée de ne pas laisser passer les blessés graves qui doivent être évacués dans d'autres hôpitaux car à Bagua, il y a plus de sang, plus de sérum, plus de gaze, plus de produits. D'après des informations qui commencent à arriver ; l'intervention de la police a commencé à 5 heures du matin, par terre et avec des hélicoptères en utilisant des gaz lacrymogènes et des armes à balles réelles. Les autochtones qui bloquaient la route dans la « Curva del Diablo » (le virage du diable) étaient plusieurs milliers. L'opération de dégagement a duré pratiquement toute la matinée. Les désordres se sont ensuite étendus à la ville de Bagua où les manifestants ont mis le feu à tous les locaux officiels qu'ils rencontraient. D'après le général Sánchez Farfán de la police, les affrontements les plus violents se sont produits quand les policiers ont voulu prendre une colline qui domine la "Curva" et qu'ils se sont retrouvés en face d'eux environ mille personnes qui leur ont tiré dessus. Impossible selon Aidesep car les manifestants n'avaient pas d'armes à feu, ils ne possèdent que des arcs et des flèches. L'association déclare que les policiers sont sans doute morts par des tirs croisés. Les policiers morts seraient maintenant au nombre de 11. Le bilan côté autochtone est toujours en cours : 25 tués ? 29 ? plus ? Mandat d'arrêt contre Alberto Pizango La ministre de l'Intérieur a confirmé qu'elle a demandé la capture d'Alberto Pizango, président de l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESP) car il est dit-elle le responsable intellectuel des faits de violences à Bagua, Amazonas. Pizango est absolument le responsable intellectuel parce qu'il a conduit, agité, manipulé et trompé les autochtones ; a affirmé la ministre qui a demandé qu'elle s'applique contre lui tout le poids de la loi. Mise à jour : samedi 6 juin, 12 h ici (5 heures au Pérou) : Cadavres brûlés et jetés à la rivière ? Les corps des amérindiens tués au cours d'affrontements avec la police sur la route Fernando Belaunde, dans la zone de "La Curva del Diablo" seraient brûlés par les policiers de la Direction des Opérations spéciales (Diroes) et jetés dans la rivière Marañón à la hauteur du hameau Reposo, à côté de Bagua (Amazonas), selon les dénonciations faites par Zebelio Kayapo, dirigeant amazonien. Dans une interview à la CNR il a rapporté que les Amérindiens continuent à être massacrés et a demandé l'intervention des organismes défenseurs des droits de l'homme. Kayapo a précisé que jusqu'à présent il y a environ 20 blessés et 40 morts "mais peut-être plus car la Diroses est venu nous attaquer avec des balles et tout est confus". Une résidente qui assure être témoin des événements a confirmé la version de Kayapo. "J'ai vu que les cadavres ont été mis dans des sacs noirs et ont été emmenés aux bords de la rivière Marañón pour les jeter à l'eau. La population a demandé qu'ils restituent les corps de leurs familles pour leur donner une sépulture chrétienne, mais la police a refusé", a-t-elle dit. Elle raconte aussi que les forces d'ordre poursuivent la population awaruna les accusant d'être sendéristes (membres du groupe armé Sentier lumineux). Elle a précisé que certains Métis ont aidé à transporter les Amérindiens jusqu'à Bagua, mais d'autres qui n'ont pas été chargés dans les voitures ont été retenus dans une maison d'adobe où ils ont été massacrés. Une habitante nommée Maria, dont elle a préféré taire le nom, a déclaré qu'un policier a averti sur un ton menaçant : "Comme vous avez tué nos collègues, vous aussi devez mourir". Ils empêchent de recueillir les cadavres Zebelio Kayapo a également signalé qu'au hameau Siempre Viva, Amazonas, la police empêche le passage du public pour recueillir les blessés et les emmener à Jaen ou à Chiclayo, et n'autorise pas non plus au ramassage des cadavres disséminés dans la zone. "Les forces de police est en train dans la Plaza de Armas. Nous voulons enlever les cadavres et les blessés,

mais nous ne pouvons pas le faire. Les tirs depuis l'hélicoptère de la Diroes se poursuivent" dit-il. Il a également révélé que parmi les blessés il y a des enfants qui ont été impactés par des grenades lacrymogènes dans les villages de Reposo et Siempre Viva. Kayap a également informé la CNR que les hôpitaux sont remplis de blessés, à la fois autochtones et métis. La Coordination nationale des droits humains exige l'intervention du procureur Gladys Echaiz. Pendant ce temps, la Coordination nationale pour les droits humains (CNDDHH), confirmée par l'intermédiaire de son blog, elle a également reçu des informations de médias locaux à propos des attaques contre les habitants de la région Amazonas et de l'incinération des cadavres par la police, bien que ces informations soient encore officieuses. Toutefois, CNDDHH a demandé au procureur général Echaiz Gladys, afin que le ministère public intervienne pour enquêter sur les plaintes au sujet des éventuels abus commis lors de l'expulsion qui a débuté aujourd'hui à cinq heures du matin. Ces informations démentent ce qu'a indiqué le ministre de l'Intérieur, Mercedes Cabanillas il y a quelques heures, qui ne mentionne que la mort de trois autochtones, ce qui serait faux car selon les photos publiées par la CNDDHH, il y aurait bien plus de personnes tuées dans les affrontements avec la police à Jaen et Bagua. Solidarité amérindienne Les amérindiens d'Equateur dénoncent la répression dans l'Amazonie péruvienne. Au vu des événements qui viennent d'avoir lieu, l'organisation aborigène équatorienne Ecuarani a qualifié de répressive l'action du gouvernement péruvien et en ce sens a appelé la communauté internationale à être attentive à la situation. A travers un communiqué, l'organisation accuse le président Alan García de lâche agression contre les autochtones qui depuis le 9 avril réclament l'abrogation d'une dizaine de décrets-lois qu'ils considèrent comme attentatoires à leurs droits. Le président de Ecuarani, Humberto Cholango, a appelé les secteurs dignes de notre continent et du monde à unir leurs voix pour arrêter les génocides qui obéissent à des ordres injustes et criminels. Infos sur le site de la CNR (Coordinadora Nacional de Radio) <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article573>